

OPINION

Étienne Godinot, membre de l'Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits

Se défendre sans se détruire

L'arme nucléaire pose la question de la poursuite de l'aventure humaine. La conférence de révision du *Traité de non prolifération* tenue à New York en mai 2010 a montré que les pays dotés de la bombe atomique ne souhaitaient pas l'ouverture d'une conférence d'élimination de ces armes. La France, ainsi, prépare ses armes de demain (c'est l'un des buts du laser Mégajoule) et se dote de missiles plus performants (M 51 entre autres). La multiplication des pays détenteurs accentue le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire après laquelle les survivants envieraient les morts.

La menace nucléaire s'apparente directement à la prise d'otage d'une population civile. Mais aucun débat public n'a jamais eu lieu à ce sujet en France. Il est insensé de prendre, pour se défendre, le risque de se détruire. La dissuasion nucléaire implique la démission des citoyens qui abandonnent leur destin à la seule décision d'un Chef d'État. Valéry Giscard d'Estaing, imaginant durant la guerre froide un scénario d'invasion massive des forces soviétiques en direction de l'Europe de l'Ouest, écrit « *Une conclusion se fait jour peu à peu : ni de loin, où je suis, ni sur le terrain, où se situent les responsables militaires, la décision d'employer l'arme nucléaire tactique n'apparaît opportune. (...) Quoi qu'il arrive je ne prendrai jamais l'initiative d'un geste qui conduirait à l'anéantissement de la France.* »¹ Il est facile d'élaborer en chambre et de proclamer sur une estrade une rhétorique vantant les mérites de la dissuasion nucléaire. Mais lorsque survient le moment du passage à l'acte qui est l'épreuve de vérité, il apparaît clairement que la rhétorique n'a aucune prise sur la réalité.

Faudra-t-il un accident ou une guerre nucléaire « limitée » pour accélérer la prise de conscience ?

La dissuasion nucléaire engloutit des milliards d'euros, elle ne protège personne, elle démobilise au contraire la population au sujet de sa défense, mais, comme l'industrie nucléaire, elle fait prendre à nos sociétés les plus grands risques. Lanza del Vasto écrivait avec une lucidité impressionnante : « *Ces gens qui préparent la bombe nous parlent de tous les moyens de sécurité qu'ils ont mis en œuvre pour éviter les accidents, et ils n'ont même pas pensé à ce que donnerait un bombardement sur leurs installations. (...) L'autre année, je me trouvais à New York, à Wall Street, là où il y a toutes les banques, toutes les tours pleines de dollars (...) Je me disais : une simple bombe arrivant là où j'ai mis les pieds, vous voyez ce que ça donnera !* »².

Le risque d'accident non plus n'est pas exclus : un responsable du Pentagone a révélé, le 27 octobre 2010, que l'armée américaine avait perdu le contact, quatre jours plus tôt, pendant 45

¹ Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir et la vie*, tome II, *L'affrontement*, Le Livre de Poche, 1992, p. 196 s.

² Lanza del Vasto, *Les facettes du cristal*, entretiens avec Claude-Henri Roquet, Le Centurion 1981, p. 195

minutes, avec 50 missiles nucléaires balistiques intercontinentaux d'une portée de 5 500 km. Une panne informatique est à l'origine de cet incident.³

Les menaces réelles et nouvelles qui pèsent sur nos sociétés ne sont plus le déferlement d'unités armées poursuivant des objectifs de conquête ou d'asservissement. Elle sont d'une toute autre nature : le fanatisme, l'intégrisme religieux, le terrorisme, les crises pétrolières, alimentaires, économiques ou écologiques, le délitement de la société minée par le chômage, la migration de populations en détresse, l'impréparation face à l'épuisement des ressources limitées de la planète, etc. L'arme nucléaire ne peut à l'évidence rien contre ces menaces.

Faudra-t-il un accident ou une guerre nucléaire « limitée » pour accélérer la prise de conscience qu'il est grand temps de changer de logique ? Dans le même siècle où a été mise au point l'arme atomique a aussi été inventée la résistance non-violente. Durant la deuxième guerre mondiale, puis en Tchécoslovaquie en août 1968, là où elle a été improvisée, celle-ci a donné des résultats significatifs qui permettent de penser sérieusement à l'organiser à l'avance. comme un système de défense.⁴ Changer de paradigme, ce sera faire reposer la défense de la démocratie non plus sur des moyens techniques, mais sur la force d'une volonté populaire mise en œuvre par les organisations de la société civile, les associations, les entreprises, articulée avec la résistance des institutions de l'État et des collectivités territoriales.

Il est injustifiable et irresponsable de prétendre lutter contre la prolifération nucléaire en perpétuant une discrimination entre cinq États qui ont le « droit » de détenir de telles armes et tous les autres. Il n'y a que deux issues pour sortir de cette discrimination. La première, catastrophique, serait l'accession de tous les pays à ce « droit ». La seconde est le désarmement nucléaire. Comme ce désarmement ne peut pas être et ne sera jamais « *général, progressif, simultané et contrôlé* », il faudra bien qu'un pays prenne seul l'initiative de monter l'exemple et de susciter une dynamique.

Et si ce pays était la France ? Un référendum d'initiative populaire sur le désarmement nucléaire unilatéral de la France obligerait à poser sur la place publique tous les éléments du dossier.

³ *Le Monde* daté du vendredi 29 octobre 2010

⁴ C. Mellon, J.-M. Muller, J. Sémelin, *La dissuasion civile*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 1985